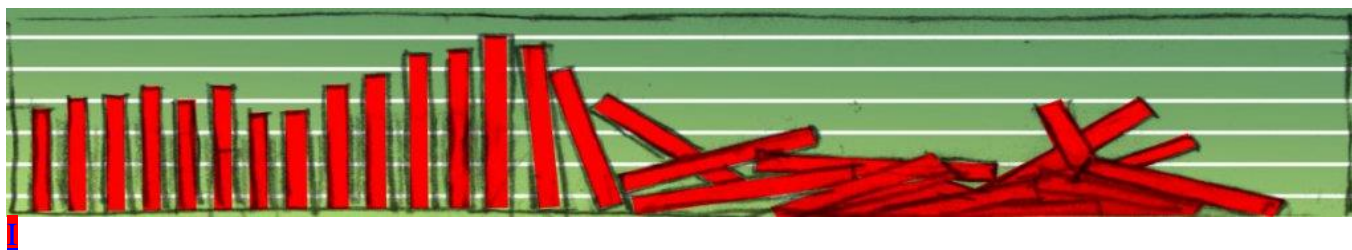


LE MONDE DIPLOMATIQUE,

Frederic LORDON, le 23 Juillet 201/8



Benalla et l'arc d'extrême droite

par Frédéric Lordon, 23 juillet 2018

[Benalla et l'arc d'extrême droite](#)



Hugo Mayer. — Sans titre, de la série « Polices et voleurs », 2015

<http://www.hugomayer.com/>

L'affaire Benalla, c'est la police qui en parle le mieux. « *Nous avons le sentiment que d'une affaire Benalla, on est en train de faire une affaire de police (1)* », déclare un syndicaliste policier. Précisément. Et d'ajouter dans un éclair de lucidité dévastatrice : « *Ce n'est pas ça la police. Il a ruiné notre image.* » Bien sûr, avant d'être dévastatrice, cette lucidité est paradoxale puisqu'elle prend la forme retournée de la dénégation, ce tour du psychisme qui fait dire la vérité mais en énonçant le contraire de la vérité. En lieu et place de « ça n'est pas ça la police » et « il a ruiné notre image », le lecteur attentif aura évidemment rectifié de lui-même pour entendre « la police, c'est tout à fait ça (si ça n'est pas bien pire) » et « il a mis en pleine lumière ce que nous sommes ».

Lire aussi Anthony Caillé & Jean-Jacques Gandini, « [Mais que fait la police ?](#) », *Le Monde diplomatique*, janvier 2017. La mise au débat public des manières réelles de la police via les méfaits d'un séide de seconde zone fait irrésistiblement penser à Al Capone, tombé pour fraude fiscale. Hegel appelait « ruse de la raison » cette manière particulière qu'emprunte parfois l'histoire pour s'accomplir : les tournants majeurs se négocient au milieu des brouilles, et l'Histoire majestueuse avance par les forces des histoires de cornecul. L'Histoire de la période présente, c'est qu'il y a un problème de police, et même de police-justice, dans ce pays, un problème de première grandeur, où il faudra bien se décider à voir un symptôme politique.

Au reste, il appartiendrait à une minutieuse enquête de sociologie des médias d'éclairer ce mystère de l'émoi qui a saisi les rédactions au spectacle d'une scène de violence que, dans leur propre norme désormais déformée, les manifestants ne seraient pas loin de trouver « ordinaire ». C'est que depuis deux ans, en fait depuis la manifestation COP 21 du 29 octobre 2015, date d'inauguration de l'état d'urgence à usage des opposants politiques, la violence policière déployée contre les manifestants n'a cessé de passer des seuils. La police matraque, la police éborgne, la police grenade, mutile et tue. À qui veut se donner la peine de simplement regarder, les réseaux sociaux offrent depuis deux ans des tombereaux de vidéos de brutalités policières proprement ahurissantes, dont le centième suffirait à horrifier la population... si seulement on les lui donnait à voir. Mais à cette exposition, qui entre normalement dans le minimum minimorum des devoirs de la presse, la population n'a jamais eu droit. Sauf aujourd'hui.

Mais pourquoi ? Parce que, misère du journalisme politique, ce concentré de toutes les tares de la presse contemporaine, il est question de « l'Élysée ». Et la séquence, alors, redevient intéressante. C'est pourtant tout autre chose qui se passe depuis deux ans, autre chose que les méfaits d'un voyou monté en grade : une entreprise d'intimidation généralisée de toute opposition politique sérieuse, méthodiquement conduite par les institutions de la police et de la justice. Intimider systématiquement par la violence institutionnelle et par la violence physique : menace de la garde-à-vue dans des conditions dégradantes qui glaceraient les spectateurs d'un film sur quelque dictature d'autres latitudes, menace de la prison pour des faits inexistantes : un étudiant de Paris 1 a pris de la prison (de la prison ! – 4 mois avec sursis) pour avoir simplement été pris avec dans son sac un sweat à capuche, du sérum physiologique, un masque et des lunettes de piscine, c'est-à-dire le viatique minimal pour faire face aux agissements de la police. Menace de violence institutionnelle, donc, et menace de violence ouverte, expressément faite pour que les manifestants soient envahis du sentiment de mettre en jeu leur intégrité physique au moment où ils s'apprêtent à exercer leurs droits politiques fondamentaux. Ici se pose une question lexicale presque insoluble à force de

complexité : sous quelle catégorie, en « isme » par exemple, résumer les pratiques d'un pouvoir qui s'attache ainsi à méthodiquement *terroriser* ses citoyens ? Pour la police elle-même, c'est parfois trop : un gardé à vue d'Arago témoigne ainsi que l'OPJ auquel il avait affaire restait interloqué des consignes venues d'en-haut d'administrer pareils traitements à une poignée d'adolescents.

Lire aussi Anna Feigenbaum, « [Gaz lacrymogène, des larmes en or](#) », *Le Monde diplomatique*, mai 2018. De tout cela, les médias n'ont jamais *sérieusement* parlé. Et le pire est que, même avec un Benalla sous le nez, ils n'en parleront pas. Comme ils ne feront aucun des liens pourtant évidents que cette pitoyable affaire suggère de faire. À commencer par celui de la scène et de son contexte. Car Benalla tabasse hardiment, comme la police, mais en plein mouvement social contre les ordonnances SNCF. Mouvement social, opposants, contestation, contestation débordante même étant donnée la nullité des principales confédérations syndicales : par conséquent faire peur. Faire peur en massacrant le premier venu et, sous le regard terrorisé des autres, faire passer à tous l'envie de revenir. Voilà le régime politique dans lequel nous vivons, dont les médias, dans un mélange de collusion fondamentale et d'insuffisance intellectuelle, ne diront jamais le moindre mot *en toute généralité* – l'affaire Benalla de ce point de vue est idéalement faite pour leur (re)donner l'impression d'être le fer de lance de la démocratie : parbleu, ils enquêtent ! ils soulèvent, ils sont intransigeants, ils n'hésitent pas à fièrement bousculer le pouvoir, ils sont la liberté en marche (pardon – enfin oui quand même, justement, la « liberté en marche », c'est-à-dire la version « En marche » de la liberté, la liberté Potemkine qui ne sait rien, ne veut rien savoir, et ne rien dire, de toutes les offenses aux libertés réelles).

Il est vrai qu'on ne passe pas facilement de la pâmoison devant Macron-le-disciple-de Paul Ricoeur à Macron chef de bande à la tête d'un État-racaille. Il est plus vrai encore qu'ouvrir les yeux sur toutes ces choses immontrables forcerait à des révisions autrement déchirantes, une révision des catégories *générales*, les plus difficiles à bouger puisqu'elles commandent une entière vision du monde, dont l'abandon se paye de tous les coûts psychiques de s'avouer à soi-même s'être si longtemps, et si profondément, trompé. Ainsi, de même qu'on n'a jamais réussi à faire reconnaître à l'éditorialisme que le Parti socialiste n'avait plus rien à voir avec le signifiant « gauche », dont l'étiquette lui avait été maintenue dans un mélange d'inertie et de cécité volontaire, de même il n'y aura probablement pas moyen de faire entendre que le néolibéralisme est un anti-démocratisme, qu'il est, par essence et non par accident, un illibéralisme, catégorie précisément formée pour être appliquée aux « autres » (les Hongrois, les Polonais...), c'est-à-dire pour mieux se dédouaner soi-même.

Et, pour revenir dans le registre des étiquettes politiques, il y aura, *a fortiori*, moins d'espoir encore de faire voir, et de faire nommer, la part d'extrême droite de ce pouvoir élu pour, selon l'expression désormais couverte de ridicule, faire barrage à l'extrême droite. C'est qu'il n'y va plus ici de simplement reconnaître s'être trompé, mais – on ne voit pas trop comment le dire autrement – de s'être chié dessus. Dieu sait pourtant qu'il y aurait beaucoup à dire sur les rapports nombreux, variés, repérables dans une multitude de plans théoriques, qui relie la forme quintessentielle du néolibéralisme donnée par le macronisme et l'extrême droite.

On savait déjà, au moins pour qui avait le désir de savoir, que ces deux formes entretiennent, et depuis bien avant même le macronisme, des rapports de parfaite complémentarité externe : l'extrême droite comme opérateur de toutes les prises d'otage électorales. Nous découvrons depuis quelques années que ce rapport de complémentarité externe se double d'un rapport de fonctionnalité interne : tout pouvoir néolibéral requiert son pôle d'extrême droite, puisque la

violence sociale sans limite, à quoi s'ajoute l'abysmale carence des médiateurs syndicaux, voue la contestation à prendre des formes moins standard, moins benoîtement ritualisées, et moins inoffensives, contre lesquelles l'État ne trouve plus que sa violence physique à opposer.

C'est ce mouvement général qui n'a pas manqué d'émerger au fur et à mesure que s'opérait l'approfondissement du néolibéralisme, particulièrement sous gouvernement « socialiste » (Hollande-Valls), à un point tel qu'on n'avait aucun sentiment de pareille dangerosité à aller manifester sous Sarkozy ! – nous l'aurons découvert avec le solférinisme. En réalité, c'est bien moins une affaire de personnes et d'étiquettes (elles n'ont plus aucun sens à ce degré d'indifférenciation) que de dynamique structurelle, la dynamique de l'obstination forcenée à administrer le néolibéralisme à des populations qui n'en veulent pas, et des caps que fait immanquablement franchir cette obstination.

Comme une illustration supplémentaire de cette propension des médias à croire s'acquitter d'un devoir de rapporter sans en fait jamais rien montrer, on devrait se souvenir de cette étude d'un chercheur américain (2), reprise aussi platement que possible et sans aucun esprit de suite dans la presse française, s'appuyant sur le *World Values Survey* et l'*European Values Survey* pour établir ce paradoxe que les électeurs du centre, et non les « extrémistes » comme on l'aurait attendu (souhaité), sont les moins attachés aux principes de la démocratie. Ici, il faut sans doute en revenir à la catégorie d'extrême centre, proposée par Alain Deneault (3) pour dire comme il convient cette forme inaperçue de fanatisme qu'emporte le néolibéralisme, et être un peu plus au clair quant à la question de savoir qui sont les vrais radicalisés dans la société – ils sont au pouvoir.

C'est ainsi qu'émerge, à l'encontre de l'indigence médiatique du « nouveau monde », cette forme politique pour le coup inédite de l'*arc d'extrême droite*, précisément parce que tout pouvoir néolibéral appelle fonctionnellement son pôle interne d'extrême droite, si bien qu'il y a désormais de l'extrême droite partout dans le paysage des « partis de gouvernement », et non plus seulement dans le dépotoir FN où l'on aurait tant voulu qu'elle demeurât confinée. Décidément préposé à dire la vérité du régime, Gérard Collomb aura donné sa formulation la plus achevée à la compatibilité, voire à la convergence, du néolibéralisme et de l'extrême droite avec son propos sur « *les migrants qui font du benchmarking* (4) », aussi remarquable par le cap d'ignominie joyeusement franchi que par le caractère inédit de la synthèse qu'il opère. Alors fatalement, les débordements s'appellent l'un l'autre : au débordement de la contestation, qui n'a plus aucune autre solution que de déborder, répond le débordement de l'extrême droite interne : celle de Valls, de Collomb, de Macron – et ce malheureux Benalla n'a probablement pas idée de son personnage hégélien, du statut de « ruse de la raison » incarnée qui lui échoit aujourd'hui.

Un malheur n'arrivant jamais seul, l'affaire Benalla éclate à quelques jours de la marche pour Adama. Pour le syndicalisme poulaga qui s'escrime à jurer que « la police, ça n'est pas ça », la collision est terrible. On ne répétera jamais assez combien les marges de la société servent de terrain d'expérimentation aux pratiques de l'ordre vouées à s'appliquer par extensions successives à des fractions de plus en plus larges de la société. Ce que les médias laissent à l'état dispersé, poussière de faits divers sans conséquence et sans lien, bref sans aucune leçon générale, là encore rapportés sans être montrés, un événement comme le rassemblement de Beaumont le concentre de la plus effrayante des manières. Doublement effrayante en vérité, d'abord par le simple récit des meurtres, et de la manière dont les institutions, de concert, mentent pour les couvrir. Mais, plus fondamentalement, à faire découvrir la nature particulière de la violence d'État qui s'exerce ici, non pas d'après quelque fait de contestation, mais à

raison de l'existence même, nue, des individus, constitués en indésirables ontologiques – et l'on peine à croire dans ces conditions qu'il y ait tant de résistance à vaincre pour en venir à la conclusion évidente d'un racisme institutionnel.

Il fallait entendre en tout cas, ce 21 juillet, les prises de parole de tous les proches des tués sans raison, sans droit, sans rien, oui, comme des chiens, mères, frères, sœurs, le cœur brisé, voix étranglée de sanglots au moment de prendre la parole, racontant des choses proprement hallucinantes, des choses qu'on ne peut pas croire, et pourtant qu'il faut croire : parce qu'elles sont vraies.

Alors désormais nous attendons. Nous attendons de voir s'il se trouve quelque média pour enfin *montrer* toutes ces choses, entendons : pour les montrer vraiment, c'est-à-dire autrement que comme une série d'articles factuels mais sans suite ni cohérence, par-là voués à l'oubli et l'absence d'aucun effet politique, quelque média pour connecter ce qui doit l'être, non pas donc en en restant au confortable FN, mais en dessinant enfin l'arc qui est maintenant sous nos yeux, l'arc qui emmène de Marine Épouvantail Le Pen à Valls, Collomb, Macron, qui fait le rapport entre la violence pluri-décennale dans les banlieues et celle plus récente dans la rue, ou contre les syndicalistes trop remuants, et ceci quitte, s'il le faut (on sent qu'il le faudra...), à demander aux journalistes-remparts-de-la-démocratie d'aller puiser dans leurs souvenirs d'enfance : « relie les points dans l'ordre des numéros et tu verras apparaître une figure ». Avertissons d'emblée ces âmes sensibles : ici on va voir apparaître une sale gueule.

En guise de complément

Un ami suggère de voir dans l'affaire Benalla une manifestation inattendue, mais finalement très cohérente, du managérialisme macronien : en quelque sorte l'organisation au sommet de l'État d'une start-up de la « répression agile » – hors institutions, hors règle, hors tout protocole formel, orientée par la seule « efficacité » –, et c'est une interprétation qui ne manque pas d'intérêt. Assez curieusement, on pourrait y voir aussi, et plus classiquement, une parfaite illustration de la souveraineté devenue folle, c'est-à-dire en fait se comprenant elle-même dans la pureté de son concept, comme puissance absolue et absolument déliée, n'ayant à répondre de rien à personne, faisant valoir l'arbitraire de sa volonté comme acte politique par construction licite, le pur « je veux » d'un pouvoir complètement désorbité.

Il se pourrait qu'il n'y ait pas à choisir entre les deux lectures, comme le suggère d'ailleurs le fait qu'il se soit trouvé des éditorialistes assez complaisants ou assez idiots pour donner, selon son souhait, du « Jupiter » au président de la start-up nation, conjonction en soi tératologique, mais qui dit assez la compatibilité de l'absolutisme politique et de la soi-disant « modernité managériale ». Et le paradoxe de cet accolement contre-intuitif se résout complètement si l'on voit dans la revendication de l'« agilité » l'expression d'un désir du capital de jouir de latitudes indéfiniment étendues, d'y manœuvrer entièrement à sa guise – d'être lui aussi, dans son ordre, *souverain*. L'agilité, la souveraineté, deux manières de dire, chacune dans leur domaine, le désir des puissances de s'exercer sans la moindre contrariété, sans la moindre force de rappel institutionnelle, la détestation de toute limitation.

Il a fallu trois décennies de transformation profonde des structures économiques pour que le capital acquière la possibilité objective de faire ce qu'il veut, et la certitude subjective de sa toute-puissance. D'une toute-puissance l'autre, en quelque sorte. Celle du capital en miroir de celle de l'État. Et en quel personnage mieux qu'en Macron, fondé de pouvoir du capital, devenu zinzin à se prendre pour un roi de France, ces deux formes de la souveraineté absolue

pouvaient-elles mieux se rejoindre, fusionner même ? L'absolutisme politique donne alors la main à l'absolutisme économique, l'aide à mieux s'accomplir, lui ouvre la voie juridique à coups d'ordonnances, et dégage les oppositions en faisant donner les cogneurs « agiles » du cabinet privé.

Les « barragistes » ont vraiment bonne mine.

Frédéric Lordon